



Paris, le 22 janvier 2014

→ Communiqué

Les DIR en soldes...

Le cabinet du ministre délégué aux transports, dans le cadre d'une rencontre avec les organisations syndicales, nous a présenté un plan de relance autoroutier.

Ce plan est présenté comme une relance économique des projets structurants et urgents pour un montant de 3,6 milliards d'euros. Celui-ci consiste à construire ou à améliorer les infrastructures existantes en le finançant par les sociétés d'autoroutes privées pour ne pas endetter l'État !

La contrepartie est la privatisation de ces routes appartenant au domaine public de l'État, c'est-à-dire à la nation ainsi que les agents concernés par le réseau routier en question.

FORCE OUVRIÈRE a toujours condamné la privatisation des routes de l'ÉTAT au secteur privé.

Cette concession est un véritable scandale, vendre à perte des autoroutes qui dès 2008 auraient rapporté à l'État plus de 8 milliards d'euros par année, **c'est honteux et révoltant**.

Cette somme aurait pu servir à l'entretien et à l'exploitation de l'ensemble des routes nationales de l'État. A contrario cette somme va dans la poche d'actionnaires qui, au passage, font une excellente affaire en achetant ces routes pour « une bouchée de pain » 15 milliards d'euros alors que l'État aurait pu avoir le double, selon les spécialistes.

Nous refusons la privatisation des routes et autoroutes non concédées et revendiquons la re-nationalisation des routes et autoroutes déjà concédées afin que les usagers ne paient pas un péage alors que leurs impôts ont largement financés ces autoroutes.. **c'est une escroquerie !**

Dans le document ci-joint, vous pourrez voir les différents projets de privatisation que l'État envisage.

Les différents projets en quelques lignes :

- Achèvement de l'itinéraire autoroutiers A50/A57 à Toulon effectué par ESCOTA, 30 agents concernés sur un effectif présent de 37, DIR MED.
- Aménagement autoroutier de la RCEA Ouest par APRR et élargissement de l'A 480 à Grenoble par AREA à la DIR Centre-Est, 15 agents transférés. Le district de Grenoble sera regroupé avec le district de Chambéry (8 agents concernés).
- Élargissement de l'A 75 au sud de Clermont-Ferrand par APRR, DIR Massif Central CEI d'Issoire 12 agents concernés.

Les agents auront deux options, soit une affectation directe auprès de la société d'autoroutes ou un détachement de longue durée.

Avec le retour d'expérience de ces opérations, nous avons constaté qu'aucune possibilité de retour sur le poste d'origine n'est envisageable. Vous ne serez pas prioritaire et il vous faudra impérativement un poste vacant.

Au regard du contexte de suppression d'effectifs et de casse de la Fonction publique, cette possibilité de retour sera quasi inexistante.

FORCE OUVRIÈRE condamne ce plan de relance et demande aux agents de se mobiliser et de refuser celui-ci. Nous demandons aux autres organisations syndicales de nous rejoindre pour engager une action contre ce dossier et obliger l'administration à retirer ce projet. Ensemble nous serons plus forts, pour dire **NON à la privatisation des Directions Interdépartementales des Routes.**

Nous vous tiendrons informés des actions qui seront décidées en intersyndicale en souhaitant que les autres organisations soient solidaires sur ce dossier.